

**Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du
31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières
relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part,
et des Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale
d'Allemagne, d'autre part,**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 21 novembre 1984 portant, entre autres, approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975 et notamment les articles 4, 5 et 6 ;

Vu l'avis de la Commission Commune Permanente pour la Pêche dans les Eaux Frontalières ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Article 1^{er}

Au paragraphe (5) de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières avec l'Allemagne le terme « permis de pêche journalier collectif » est remplacé par celui de « permis de pêche hebdomadaire collectif ».

Article 2

L'article 2 du règlement grand-ducal du 31 août 1986 est modifié comme suit :

L'alinéa 8 est remplacé par le texte ayant la teneur suivante « 5 euros par personne et par manifestation pour le permis de pêche hebdomadaire collectif ».

Un alinéa 9 ayant la teneur suivante est ajouté : « Par dérogation au paragraphe qui précède, la taxe à percevoir pour le permis de pêche annuel de la catégorie A est fixée à 10 euros pour les bénéficiaires d'une allocation de vie chère de la part du Fonds national de solidarité et pour les titulaires d'une carte d'identité et d'invalidité de la catégorie B ou C en vertu de la loi modifiée du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorités et d'invalidité.

Article 3

L'article 3 du règlement grand-ducal du 31 août 1986 est modifié comme suit :

« (1) Les permis de pêche annuels, mensuels, hebdomadaires et hebdomadaires collectifs comprennent un volet en carton de 12,5 cm de hauteur et de 8 cm de largeur.

(2) Les permis sont de couleur jaune, bleue et rouge selon qu'ils sont valables un an, un mois ou une semaine. Le permis de pêche hebdomadaire collectif est de couleur verte. ».

Article 4

L'article 4 paragraphe (1) du règlement grand-ducal du 31 août 1986 est modifié comme suit :

A l'alinéa 6 le terme « permis de pêche journalier collectif » est remplacé par celui de « permis de pêche hebdomadaire collectif ».

L'alinéa 18 est remplacé par le texte ayant la teneur suivante : « et Permis de pêche 5 euros pour le permis de pêche hebdomadaire collectif ».

Article 5

A l'article 5 paragraphe (1) le terme « journaliers collectifs » est remplacé par celui de « hebdomadaires collectifs ».

Article 6

Notre Ministre de l'Environnement et notre Ministre des Finances, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Exposé des motifs

Le présent règlement se propose de modifier le règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et des Lander de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part.

Le « permis de pêche journalier collectif » ancien nécessite par rapport au montant de sa taxe une charge administrative trop importante. Il est remplacé par le « permis de pêche hebdomadaire collectif ». La taxe y relative est ainsi rehaussée.

Des permis de pêche à taxe réduite pour des motifs sociaux seront introduits nouvellement de façon transfrontalière afin de permettre l'action de pêche à des intéressés supplémentaires.

Commentaire des articles

Ad Article 1^{er} :

Cet article concene le remplacement du « permis de pêche journalier collectif » par le « permis de pêche hebdomadaire collectif » pour l'exercice de la pêche à partir de la rive pour des groupes supérieurs à 12 personnes.

Ad Article 2 :

Cet article fixe le prix du « permis de pêche hebdomadaire collectif » à 5 euros par personne. Le prix est fixé et par manifestation. Le permis de pêche

Cet article concerne également l'introduction de permis de pêche annuels à taxe réduite (10 euros) pour les bénéficiaires d'une allocation de vie chère de la part du Fonds national de solidarité et pour les titulaires d'une carte d'identité et d'invalidité de la catégorie B ou C en vertu de la loi modifiée du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorités et d'invalidité.

Ad Article 3 :

Cet article fixe les dimensions et couleurs des permis de pêche.

Ad Article 4 et 5 :

Sans commentaire particulier.

Ad Article 6 :

L'article contient la formule exécutoire.

Fiche financière

Le remplacement du permis de pêche journalier collectif par le permis de pêche hebdomadaire collectif engendrera une recette supplémentaire estimée à

1.000 – 2000 €.

L'introduction du permis de pêche annuel à taxe réduite pour les bénéficiaires d'une allocation de vie chère engendrera une diminution de recette estimée à

100 – 200 €.

Règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et des Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part,

(Mém. A - 73 du 17 septembre 1986, p. 1974)

modifié par:

Règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

(Mém. A - 144 du 20 décembre 2001, p. 2938)

**Texte coordonné au 20 décembre 2001
Version applicable à partir du 1^{er} janvier 2002**

Art. 1^{er}.

(1) Il est créé deux catégories de permis de pêche annuels, mensuels et hebdomadaires à savoir:

- a) le permis de pêche de la catégorie «A»;
- b) le permis de pêche de la catégorie «B».

(2) Le permis de pêche de la catégorie «A», autorise son titulaire à exercer la pêche à partir de la rive.

(3) Le permis de pêche de la catégorie «B», autorise son titulaire à exercer la pêche à partir soit d'un bateau, soit d'un appareil flottant ou fixe qui en tient lieu.

(4) Le permis de pêche de la catégorie «B» confère, outre les droits attachés au permis «B», les droits attachés au permis de pêche de la catégorie «A».

(rgd du XXXX)

(5) Il est créé en outre un permis de pêche hebdomadaire collectif, «délivré à des groupes de douze personnes ou plus, exerçant ensemble la pêche»¹. Ce permis n'autorise l'exercice de la pêche qu'à partir de la rive.

Art. 2.

La taxe à percevoir pour la délivrance de ces permis est fixée comme suit:

- «15 euros»² pour le permis de pêche annuel de la catégorie A;
- «40 euros»³ pour le permis de pêche annuel de la catégorie B;
- «10 euros»⁴ pour le permis de pêche mensuel de la catégorie A;
- «25 euros»⁵ pour le permis de pêche mensuel de la catégorie B;
- «5 euros»⁶ pour le permis de pêche hebdomadaire de la catégorie A;
- «10 euros»⁷ pour le permis de pêche hebdomadaire de la catégorie B; et

¹ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

² Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

³ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

⁴ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

⁵ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

⁶ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

⁷ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

(rgd du XXXX)

5 euros»⁸ pour le permis de pêche hebdomadaire collectif.

(rgd du XXXX)

Par dérogation au paragraphe qui précède, la taxe à percevoir pour le permis de pêche annuel de la catégorie A est fixée à 10 euros pour les bénéficiaires d'une allocation de vie chère de la part du Fonds national de solidarité et pour les titulaires d'une carte d'identité et d'invalidité de la catégorie B ou C en vertu de la loi modifiée du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorités et d'invalidité.

Art. 3.

(rgd du XXXX)

(1) Les permis de pêche annuels, mensuels, hebdomadaires et hebdomadaires collectifs comprennent un volet en carton de 12,5 cm de hauteur et de 8 cm de largeur.

(2) Les permis sont de couleur jaune, bleue et rouge selon qu'ils sont valables un an, un mois ou une semaine.

Art. 4.

(1) Le volet porte au recto la légende:

Grand-Duché de Luxembourg;

Permis de pêche annuel ou

Permis de pêche mensuel ou

Permis de pêche hebdomadaire ou

(rgd du XXXX)

Permis de pêche hebdomadaire collectif

Catégorie: A, B;

N°..... ;

Valable du ... au ... inclusivement

Le timbre grand-ducal;

Le timbre noir avec les indications:

Permis de pêche «15 euros»⁹ pour le permis de pêche annuel de la catégorie A;

Permis de pêche «40 euros»¹⁰ pour le permis de pêche annuel de la catégorie B;

Permis de pêche «10 euros»¹¹ pour le permis de pêche mensuel de la catégorie A;

Permis de pêche «25 euros»¹² pour le permis de pêche mensuel de la catégorie B;

Permis de pêche «5 euros»¹³ pour le permis de pêche hebdomadaire de la catégorie A;

Permis de pêche «10 euros»¹⁴ pour le permis de pêche hebdomadaire de la catégorie B;

et Permis de pêche «0,50 euros»¹⁵ pour le permis de pêche journalier collectif,

⁸ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

⁹ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

¹⁰ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

¹¹ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

¹² Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

¹³ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

¹⁴ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.

Luxembourg et les armes du pays.

(2) A la partie inférieure du volet un emplacement est réservé au commissaire de district ou à son délégué pour y apposer sa signature et y inscrire les lieu et date de l'émission.

(3) Le volet mentionne au verso les inscriptions suivantes:

Noms, prénoms, lieu de naissance, date de naissance, profession, domicile, rue et numéro et nationalité.

Au bas du volet figure la mention:

Uniquement valable avec une pièce d'identité.

Art. 5.

(rgd du XXXX)

(1) Les permis de pêche annuels, mensuels, hebdomadaires et hebdomadaires collectifs sont délivrés par les commissaires de district «, ceux-ci peuvent déléguer ce droit sous leur propre responsabilité»¹.

(2) Les permis sont personnels. Ils sont uniquement valables pour la pêche formant frontière entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne.

Art. 6.

Notre ministre des Finances et Notre ministre de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial et qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1987.

¹⁵ Modifié par le règlement grand-ducal du 14 décembre 2001.



**Ergebnisniederschrift zur 40. Sitzung der ständigen gemeinsamen
Grenzfischereikommission für Mosel, Sauer und Our**

am Dienstag, den 20. November 2012 im Hotel Le Pavillon in Echternach

Beginn: 10:00 Uhr

Ende: 16:00 Uhr

Anwesend:

Frau Silke Holzbrecher
Herr Dr. Tomás Brenner
Herr Wolfgang Grötsch
Herr Lothar Jörgensen
Herr Heinz Riehm
Herr Georg Ohs
Herr Werner Becker
Herr Jos Scheuer
Herr Mathias Schmit
Herr Joachim Gerstner
Herr Paul Schroeder
Herr Dr. Max Lauff
Herr Tom Veissé

Tagesordnung:

1. Genehmigung der Tagesordnung
2. Genehmigung der Niederschrift der 39. Sitzung vom 10 November 2011
3. Projektidee zur Entwicklung eines Frühwarnsystems zum Aalschutz
4. Verwendung der Fischereieinnahmen, Besatzmaßnahmen
5. Verzehrempfehlungen
6. Änderungsvorschläge für die bestehenden Rechtsverordnungen zur Regelung der Fischereiausübung und zum Schutz der Fischerei
7. Zugang Moselufer
8. Verschiedenes
9. Nächste Sitzung

TOP 1: Begrüßung und Genehmigung der Tagesordnung

Herr Schroeder, Ministerium des Innern und für die Großregion, eröffnet als Gastgeber die Sitzung und begrüßt die anwesenden Kommissionsmitglieder. Herr Brenner weist auf die Punkte 8.2 (Stand Ausbaus des Stauwehres Rosport), 8.3 (Sozialermäßigung bei der Ausgabe von Fischereischeinen) und 8.5 (Fischereikontrollprobleme in Luxemburg) der Tagesordnung der GFK-Sitzung 2011 hin. Herr Schroeder schlägt vor, diese Punkte unter TOP 8 (Verschiedenes) der aktuellen Tagesordnung aufzugreifen. Die Tagesordnung wird dementsprechend verabschiedet.

TOP 2: Genehmigung der Niederschrift der 39. Sitzung vom 10 November 2011

Auf Anfrage von Herrn Brenner erläutert Herr Riehm dass alle Änderungswünsche berücksichtigt und in die Ergebnisniederschrift der GFK vom 10. November 2011 eingearbeitet wurden. Diese wird somit einstimmig von den Kommissionsmitgliedern angenommen.

TOP 3: Projektidee zur Entwicklung eines Frühwarnsystems zum Aalschutz

Herr Brenner erläutert die Aalschutzinitiative welche vom MULEWF gemeinsam mit den Fischereiverbänden und der RWE Power AG gegründet wurde. In diesem Zusammenhang wurden bereits die Ergebnisse verschiedener Aalbefischungen im Rahmen einer Masterarbeit ausgewertet. Des Weiteren wurde ein gemeinschaftliches Projekt der Universität Luxemburg und der FH Trier vorgestellt welches der Ausarbeitung eines EDV-basierten Frühwarnsystems dient. Dieses Frühwarnsystem, das in der nächsten GFK ausführlicher beschrieben wird, besteht in einer Kombination von 3 unterschiedlichen Methoden und dient einer Prognoseerstellung, deren Daten eine optimierte Wasserkraftanlagensteuerung zur Sicherung der Blankaalwanderung ermöglichen, unter anderem durch ein verbessertes Turbinenmanagement in der Hauptwanderzeit. Die Kosten dieses Projekts werden auf 150.000 Euro, verteilt auf einen Zeitraum von 3 Jahren, geschätzt. Die GFK erklärt sich einstimmig bereit, dieses Projekt über den Grenzfischereifonds zu bezuschussen, wenngleich noch nicht feststeht ob die Universität Luxemburg und die FH Trier sich ebenfalls an diesen Kosten beteiligen werden. Die Federführung bei diesem Projekt übernimmt das Bundesland Rheinland-Pfalz. Es wurde weiterhin darauf hingewiesen, dass der Einsatz des sogenannten Migromats als Frühwarnsystem nur in Grenzen verlässliche Daten liefert. Da die Kosten-Nutzen Bilanz bei diesem System suboptimal zu sein scheint, wird vom weiteren Einsatz des Migromats abgesehen. Außerdem wurde noch das Abfischen der Aale erwähnt, das darin besteht dass Aale in der Mosel sowie der Sauer bei der Abwanderung eingefangen werden um sie unterhalb der Wasserkraftanlagen im Rhein wieder auszusetzen. Herr Jörgensen berichtet von einer Größenmenge von 4-6 Tonnen Aale die in der Mosel abgefischt wurden, Herr Lauff gibt eine Zahl von 500-700 Kilogramm für die Sauer an, was die Grenzmosel betrifft so lagen keine eindeutigen Zahlen zu diesem Zeitpunkt vor.

TOP 4: Verwendung der Fischereieinnahmen, Besatzmaßnahmen

Die Fischereieinnahmen aus den Grenzgewässern werden in Luxemburg primär für Besatzmaßnahmen ausgegeben. Weiterhin werden die Fonds für das oben erwähnte Frühwarnsystem sowie für die Aktualisierung und Erweiterung der Grenzfischereibroschüre und die Förderung der Flussmuschel und der Flussperlmuschel eingesetzt. Zusätzlich zur Aktualisierung der Grenzfischereibroschüre sind das Versehen der Informationstafeln an dem grenzüberschreitenden Fischereilehrpfad in Weilerbach/Sauer mit QR Codes sowie das Erstellen einer Internetplattform mit Informationen zur Fischerei an den Grenzgewässern und gegebenenfalls einer entsprechenden Smartphone-Anwendung vorgesehen. Bei der zeitnahen Umsetzung (1. Hälfte 2013) der Aktualisierung und EDV-Erfassung der Broschüre wird Rheinland-Pfalz federführend sein, auf Vorschlag von Herrn Scheuer wird sich der luxemburgische Fischereiverband bei der Uni Luxemburg bzw. der FH Trier über die Umsetzungsmöglichkeiten einer Smartphone-Anwendung erkundigen. Was die Förderung der Fluss- sowie der Flussperlmuschel betrifft, so sind in Luxemburg 2 LIFE-Projekte in Ausführung welche teilweise durch die Grenzfischereieinnahmen finanziert werden (LIFE Unio Crassus: ca. 200.000 €). Außerdem schlägt Herr Jörgensen vor, das Überspannen der Teiche der Bachforellenanlage des AV Prüm zum Schutz vor Kormoranen aus dem Grenzfischereitopf zu finanzieren (Kosten circa 20.000 €). Diese Maßnahme dient ebenfalls

der Förderung der Flussmuscheln in den Grenzgewässern. Es wurde festgehalten, dass, außer im Falle von Vorbehalten, der Einsatz von Mitteln aus den Grenzfischereieinnahmen in Zukunft per Email abgesprochen und gegebenenfalls angenommen wird und dieses dann in der folgenden GFK-Sitzung formal abgestimmt wird. Diese Vorgehensweise soll eine schnellere Umsetzung von Vorhaben ermöglichen.

Wie jedes Jahr hat Luxemburg auch 2012 wieder Besatzmaßnahmen durchgeführt, der Besatzplan liegt dieser Ergebnisniederschrift bei. In diesem Zusammenhang teilte Herr Lauff mit, dass das zuständige luxemburgische Gremium beschlossen hat, bestimmte Fischarten, deren natürliche Reproduktion im Gewässer vorliegt, vom Besatzplan zu streichen.

TOP 5: Verzehrempfehlungen

Die im Laufe der GFK-Sitzung 2011 entworfene Verzehrempfehlung für Mosel-, Sauer- und Ourfische wurde sowohl im Saarland als auch in Rheinland-Pfalz sowie in Luxemburg veröffentlicht. Sie fand ebenfalls Zustimmung von Seiten der IKSMS und der französischen Delegation der IKSMS. Herr Ohs schlug eine Entnahmepflicht für gefangene Welse über 50 cm vor. Diese Entnahmepflicht wirft allerdings das Problem der Entsorgung der PCB-kontaminierten Welse auf, welches nicht einheitlich geregelt werden kann. In der Tat bestehen in Deutschland und in Luxemburg unterschiedliche Rechtsvorschriften, unter anderem was das Zurücksetzen von gefangenen Fischen betrifft.

TOP 6: Änderungsvorschläge für die bestehenden Rechtsverordnungen zur Regelung der Fischereiausübung und zum Schutz der Fischerei

Die GFK beschließt die Abschaffung von Tagessammelscheinen zu 0,50 € pro Person und schlägt stattdessen die Einführung von Gruppensammelscheinen mit einer Gültigkeit von einer Woche und einem Preis von 5 € pro Person und pro Veranstaltung vor. Diese Änderung, welche internationale Angelwettbewerbe eingrenzen und dem administrativen Aufwand sowie der Gewässerqualität Rechnung tragen soll, sollte ab dem 1. Juli 2013 in Kraft treten. Daraus und aus TOP 8.3 ergeben sich folgende Änderungsempfehlungen für die einzelnen Regelungen (hier Verordnung RHEINLAND-PFALZ) über die Fischerei in den Grenzgewässern Mosel, Sauer und Our:

1. In § 2 Absatz 2 Nr. 4 werden die Worte „Tagessammelschein“ durch „Wochensammelschein“ und „eines Tages“ durch „einer Woche“ ersetzt.
2. § 2 Abs. 3 Nr. 4 wird wie folgt neu gefasst:
Wochensammelschein je Person und Veranstaltung 5,00 Euro.
3. In § 2 Abs. 3 wird folgende Nr. 5 eingefügt:
Jahreserlaubnisschein als Uferschein für Personen, die Sozialhilfe erhalten oder Personen mit einem Behindertenausweis über einen Grad der Behinderung von mindestens 50 % 10,00 Euro.

TOP 7: Zugang Moselufer

Der Zugang zu den Grenzgewässern wird auf nationaler Ebene durch eine Abwägung der verschiedenen Nutzungen geregelt. Die GFK unterstützt den Zugang zu den Ufern der Grenzgewässer im Rahmen der Ausübung der Fischerei.

TOP 8: Verschiedenes

- 8.1 Die Schonzeit der Äsche in der Our ist zurzeit jährlich vom 1. Januar bis zum 30. April festgelegt. Die GFK beschließt, diese Schonzeit um einen Monat zu verlängern um die Laichzeit komplett abzudecken. Das Ende der Schonzeit in der Our wird somit auf den 31. Mai festgelegt, in der Sauer und der Mosel bleibt sie weiterhin bis zum 14. Juni bestehen. Zusätzlich wird das Mindestfangmaß von 30 cm auf 35 cm erhöht. Außerdem wird in Erwägung gezogen, einen Auftrag in Hinblick auf den Erhalt der Äschenbestände zu vergeben. Dieser Auftrag, bei dem Luxemburg die Federführung übernimmt, würde ein Projekt zur Auswertung der Äschenbestände sowie nähere Untersuchungen umfassen.

- 8.2 Auf Anfrage von Herr Brenner erklärt Herr Lauff dass die Umsetzung des Ausbaus des Stauwehres Rosport verzögert wurde und der ursprünglich für 2012 geplante Baubeginn derzeit für 2013 vorgesehen ist. Da die Inbetriebnahme eines Fischcounters sich als aufwändiger darstellt als anfangs angenommen schlägt Herr Brenner vor, die Funktionalität eines solchen Counters im Rahmen eines Projektes zu prüfen. Da zum bisherigen Zeitpunkt noch nicht definitiv geklärt ist welche Fischzählvorrichtung installiert wird, weist Herr Lauff auf technisch weniger aufwändige Möglichkeiten wie Elektrobefischungen oder das Aufstellen einer Kamera hin. Aufgrund des umweltrelevanten Zwischenfalls, welcher sich 2011 infolge einer Pegelsenkung der Sauer zwischen Ralingen und Rosport ereignete, wurde ein interregionales Gremium einberufen und es findet ein regelmäßiges Monitoring des oben genannten Sauerabschnitts statt.
- 8.3 Die GFK beschließt eine Ermäßigung auf Jahreserlaubnisscheine in Höhe von 1/3 der üblichen Gebühren für Personen mit einem Behindertenausweis (ab 50% Beeinträchtigung) sowie für Sozialhilfeempfänger. Die Umsetzung dieser Ermäßigung mit symbolischem Charakter wird jeweils auf nationaler Ebene geklärt. Die reduzierten Grenzfischerei-Jahreserlaubnisscheine werden somit 10 € anstatt 15 € kosten (s. auch TOP 6).
- 8.4 Die Fischereiaufsicht ist eine nationale Aufgabe, demnach liegt die Umsetzung der Fischereikontrolle nicht im Zuständigkeitsbereich der GFK.
- 8.5 Herr Grötsch informiert die Mitglieder der GFK über den Beschluss „Naturnahe Fischerei erhalten und fortentwickeln“ vom 4. September 2012 des Landtags Rheinland-Pfalz. Der Beschluss liegt dieser Ergebnisniederschrift bei.
- 8.6 Herr Ohs bittet die Mitglieder der Grenzfischereikommission und insbesondere die luxemburgische Vertretung ein Schreiben an das deutsche Bundesverkehrsministerium zu richten, um mit Nachdruck auf die Bedeutung der Durchgängigkeit der Mosel hinzuweisen.

TOP 9: Nächste Sitzung

Die nächste GFK-Sitzung, zu der turnusgemäß Rheinland-Pfalz einladen wird, wird voraussichtlich in der 2. Jahreshälfte 2013 im Haus der Fischerei in Oberbillig stattfinden.

- Anlagen:
- Anwesenheitsliste
 - Besatzplan 2012/2013 des Großherzogtums Luxemburg
 - Beschluss des Landtags Rheinland-Pfalz „Naturnahe Fischerei erhalten und fortentwickeln“ vom 4. September 2012

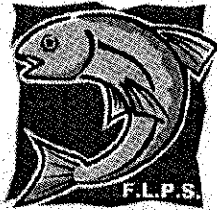
40. Sitzung der ständigen gemeinsamen Grenzfischereikommission

Mosel, Sauer und Our

20. November 2012 - Echternach

Anwesenheitsliste

Name	Institution	Email	Anschrift	Unterschrift
GRÖTSCHE, W.	Ministerium für Umwelt, Landwirtschaft, Energie, Weinbau und Forsten, FLPS	wolfgang.groetsche@mwk.wt.rlp.de	Kaiser-Friedrich-Str. 1 55116 Mainz	W. Grötsche
Holtbrecher, S.	"	-	"	S. Holtbrecher
SCHNEIDER, JOSE	FLPS	jschneider@shd.lu	2, Val de Rises Echternach	J. Schneider
SCHMITZ, M.	F.L.P.S.	mathias@pdlv	31 rue de Hellange L 3327 Coartheim	M. Schmitz
Gerstner, Joachim	Ministerium für Umwelt und Verbraucherschutz, Saarland	j.gerstner@umwelt.saarland.de	Keplerstraße 18 66117 Saarbrücken	J. Gerstner
Brenner, Thomas	MULLEWIF	Thomas.Brenner@mullewi.rlp.de	Kaiser-Friedrich-Kloster 55116 Mainz	T. Brenner
JÖRGENSEN, LOTHAR	SGD NORD-FISCHEREI	Lothar.joergensen@sgd.nord.rlp.de	NEUSTADT 21 56068 KORBLENZ	L. Jörgensen
Georg Ohs	DAV LV RLP e.V.	georg.ohs@myquix.de	Saarsstraße 6 54441 Schöden	G. Ohs
Alwin Beckert	F.V.S.			A. Beckert
Heinz RIEHM	MUV-Saarl.	h.riehm@umwelt.saarland.de	Kepler-str. 18 66117 Saarbrücken	H. Riehm
Max LAUFF	AGE	max.lauff@eau.etat.lu	Eich	M. Lauff
Paul SCHROEDER	NIOR	paul.schroeder@ni.orst.lu		P. Schroeder
Tom Veissé	AGE	tom.veisse@eau.etat.lu	1, avenue du Pédiculaire L-4351 Esch-sur-Alzette	T. Veissé



Fédération Luxembourgeoise des Pêcheurs Sportifs A.s.b.l

placée sous le Haut-Patronage de S.A.R. le Grand-Duc Jean de Luxembourg
affiliée à la C.I.P.S. et au C.O.S.L.

47, rue de la Libération L-5969 ITZIG Téléphone 36 65 55 Fax 36 90 05

<http://www.flps.lu> E-Mail: flps1@pt.lu

Besatzplan für die Saison 2012 / 2013 : Vorschläge der Gewässerkommissionen : Kompromiss mit dem obersten Fischereirat

MOSEL :

15.000	Kg.	6000kg	Rotaugen
2.000	Kg.	2000kg	Schleien
2.000	Kg.	1000kg	Karpfen
2.000	Kg.	0	Barben
2.000	Kg.	2000kg	Rotfedern

GRENZSAUER :

8.000	Kg.	5000kg	Rotaugen fangfähig	I gut verteilt um Konzentrationen von Räubern zu vermeiden
5.000	Kg.	30000st	Nasen	einsommerig
2.000	Kg.	0	Gründlinge	
20.000	Stück	60000st	Bachforellen	einsommerig
20.000	Stück	60000st	Äschen	8-10 cm

MITTELSAUER :

5.000	Kg.	5000kg	Rotaugen	fangfähig (um 15 cm)
2.000	Kg.	0	Barben	> 20 cm
1.000	Kg.	0	Güstem	
1.000	Kg.	20000st	Nasen	> 25 cm einsommerig
1.000	Kg.	0	Haseln	
1.000	Stück	1000st	Bachforellen	fangfähig (25-30 cm)
1.000	Kg.	0	Brachsen	
1.000	Kg.	0	Gründlinge	
500	Kg.	30000st	Äschen	fangfähig einsommerig

OUR :

1.000	Kg.	0	Haseln	(Our supérieure)
1.000	Kg.	0	Haseln	(Our inférieure)
15.000	Stück	15000st	Bachforellen	einsommerige (Our supérieure)
10.000	Stück	15000st	Bachforellen	einsommerige (Our inférieure)
15.000	Stück	15000st	Bachforellen	10-15 cm (Our supérieure)
			(mit Perflusmuscheln infiziert)	
10.000	Stück	10000st	Äschen	einsommerige (Our supérieure)
		10000st	Äschen	einsommerig (Our inférieure)
500	Kg.	500kg	Rotaugen	15 cm (Our inférieure près Wallendorf)

STAU :

Fischart	Hauptsee	Misärsbrücke	Béiwen	Grösse
Hecht	1.500 Stück 1000st	300 Stück 300st	500 Stück 500st	25 +
Zander	1.000 Stück 1000st	500 Stück 500st	500 Stück 500st	25 +
Schleien	1.000 Kg. 1000kg	500 Kg. 500kg	500 Kg. 500kg	25-30 cm
Rotfeder	500 Kg. 1000kg	500 Kg. 0	500 Kg. 500kg	15-20 cm
Rotaugen	1.000 Kg. 1000kg	500 Kg. 500kg	500 Kg. 500kg	15-20 cm
Karpfen	//	//	// 250kg	//
Seeforellen	2.500 Kg. 1500kg*	500 Kg. 0	1.000 Kg. 500kg	30 +
Seesaibling	1.000 Stück 1000st	200 Stück 0	200 Stück	30 +
Aal	500 Stück 0	250 Stück 0	250 Stück 0	20 +
Barsch	// 0	// 0	250 Stück 0	15-20 cm

*Forellen werden ausschließlich in der Schutzzone ausgesetzt oder nach Möglichkeit mit einem Boot verteilt

Beschluss

Naturnahe Fischerei erhalten und fortentwickeln

I. Der Landtag stellt fest:

95.000 aktive Freizeitfischer und 41 Berufsfischereibetriebe haben ihre Fanggründe in Rheinland-Pfalz. Als Land mit vielen Fließgewässern, Bundeswasserstraßen, vielen Mittelgebirgsflüssen sowie Seen und Teichen haben wir die besten Voraussetzungen, diese Jahrtausende alte Tradition in unserem Land zu bewahren. Schön heute haben die Angler und Fischer ein großes Verständnis für die Umwelt und setzen sich selbst nachhaltig für den Naturschutz ein. Mit der naturnahen und nachhaltigen Bewirtschaftung unserer Gewässer helfen sie dabei, die Natur im Gleichgewicht zu halten.

Die Angler und Fischer übernehmen auch wichtige Aufgaben im Gewässerschutz und sind nicht zuletzt aufgrund der besonderen Ausbildung und ihrer Kenntnisse immer ein Partner in Sachen Gewässerschutz und Verbesserung der Gewässergüte.

Der Landtag stellt fest,

- dass die Ausbildung der Angler in Rheinland-Pfalz eine besondere Qualität hat. Damit ist gewährleistet, dass jeder, der zum Angeln an einem Gewässer in Rheinland-Pfalz berechtigt ist, sich nicht nur in den Techniken des Angelns, sondern insbesondere in der naturnahen Fischerei auskennt. Der hohe Standard der Ausbildung trägt dazu bei, dass rheinland-pfälzische Angler mitbewusst und zielgerichtet angeln und eine besondere Sensibilität für den Umweltschutz aufweisen;
- dass die Belastung der Gewässer in Rheinland-Pfalz in den letzten Jahrzehnten abgenommen hat. Trotzdem kann es zur Anreicherung von Problemstoffen (z. B. PCB) in fetten Fischen kommen, die eine Gesundheitsgefährdung des Menschen darstellen können, da Lebensmittelgrenzwerte überschritten werden können. Es ist als Erfolg anzusehen, dass gemeinsame Verzehrempfehlungen mit dem Saarland und Luxemburg für die betroffenen Grenzgewässer im Juli 2012 angesprochen wurden. Darüber hinaus wurden das rheinland-pfälzische Merkblatt für Angler im August 2012 aktualisiert und gemeinsam mit dem Saarland Verzehrempfehlungen für die deutsche Saar gegeben;
- dass es bei der internationalen Zusammenarbeit an den Grenzgewässern vereinzelt zu Abstimmungsschwierigkeiten über Maßnahmen an diesen Gewässern kommt, so wie zuletzt am luxemburgischen Sturwehr bei Kospert;
- dass es in einigen Gewässern bzw. Gewässerabschnitten durch den Fraß des Körmorans zu einer Bedrohung verschiedener Fischarten und insoweit auch der Biodiversität kommen kann. Dies gilt insbesondere für einzelne Arten wie Aesche und Bachforelle. Da Körmorane auch in der Laichzeit jagen, kann die Fortpflanzung der vorhandenen Fischarten beeinträchtigt werden.

II. Der Landtag fordert die Landesregierung auf,

- den heutigen Standard der Fischereiausbildung in Rheinland-Pfalz auf seinem hohen Niveau zu belassen und gemeinsam mit den Fischereiverbänden auf eine bundeseinheitliche Regelung bei der Fischerprüfung hinzuwirken, die den rheinland-pfälzischen Standards gerecht wird;
- auf den Bund einzuwirken, dass er bekannte Gefahrenstoffe im Rahmen von anliegenden Gewässern bzw. ausbenten im vertretbaren Rahmen eliminiert und entsorgt;
- in der Grenzfischereikommission der Länder Luxemburg, Rheinland-Pfalz und des Saarlandes verstärkt auf die Zusammenarbeit aller Betroffenen hinzuwirken, sodass ein Fischsterben wie im letzten Sommer an der Sauer vermieden werden kann;
- die Belastungen der Gewässer weiter zu kontrollieren und auf Gefahren für die menschliche Gesundheit durch den Verzehr von Fischen weiterhin hinzuwirken. Dafür müssen Messergebnisse frühzeitig ausgetauscht und einheitliche Regelungen gefunden werden. Dabei gilt es neben der Zusammenarbeit mit den Fischereiverbänden auch in der interregionalen Zusammenarbeit auf die Lösung der Problematik der grenzüberschreitenden Fische und deren Belastungen in Nachbarländern hinzuwirken;
- auch in Zukunft in der Grenzfischereikommission der Länder Luxemburg, Rheinland-Pfalz und des Saarlandes eine einheitliche Regelung in Bezug auf geangelte Flussfische in den gemeinsam bewirtschafteten Flussabschnitten der Mosel, Sauer und Our abzustimmen, die über die Öffentlichkeitsreferenz der Vertragsparteien rechtzeitig und möglichst zeitnah veröffentlicht wird;
- den zuständigen Ausschuss des Landtags und die betroffenen Verbände zeitnah über die Ergebnisse der Studie zu informieren, die bei der staatlichen Vogelwachtürme zum Vorkommen des Kormorans in Auftrag gegeben wurde. Sollte es zu einer Weiterentwicklung der Verordnung kommen, so wird eine ausgewogene Lösung auch gemeinsam mit den anderen Bundesländern angestrebt, die neben den Notwendigkeiten des Vogelschutzes auch die Auswirkungen auf die Fischbestände berücksichtigt.

Vorstehender Beschluss wurde vom Landtag in seiner 33. Sitzung am 30. August 2012 gefasst.

Mainz, den 04. SEP. 2012

gez. Joachim Martes
Präsident des Landtags

Vorstehende Abschrift stimmt mit der Urschrift überein.

Mainz, den 04. SEP. 2012

In Vertretung

(Dr. Paul J. Gläuben)
Ministerialdirigent



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et des Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part
Ministère initiateur :	Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département de l'Environnement
Auteur(s) :	Joe Ducomble Max Lauff
Téléphone :	24786848 / 24556247
Courriel :	joe.ducomble@mev.etat.lu; max.lauff@eau.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Le présent projet se propose de modifier le règlement grand-ducal du 31 août 1986 portant introduction des permis de pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et des Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part.
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)s	Ministère des Finances
Date :	11/11/2014



Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : Oui Non

Si oui, laquelle / lesquelles :
Pêcheurs individuels,
Associations de pêche
Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs (FLPS)

Remarques / Observations :
Sur proposition des administrations luxembourgeoise et allemande il a été décidé ainsi communément avec les représentants des administrations et ministères concernés des "Länder" Rhénanie Palatinat et Sarre lors de la séance de la "commission commune et permanente de la pêche dans les eaux frontalières Moselle, Sûre et Our" le 20 novembre 2012 à Echternach (la FLPS est membre effectif de cette commission). Les membres du Conseil supérieur de la pêche à Luxembourg (dont la FLPS est également membre) en ont été informés lors de la séance du 25 avril 2013 tenue à Lintgen.

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales : Oui Non
- Citoyens : Oui Non
- Administrations : Oui Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a.¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations :

¹ N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non

Remarques / Observations :

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non

Remarques / Observations :



6

Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

Oui Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.

9

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

Oui Non N.a.

Si oui, laquelle :



- 10 En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.

Sinon, pourquoi ?

- 11 Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
- b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non

Remarques / Observations :

- 12 Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.

- 13 Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) Oui Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

- 14 Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi :

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)